

Texte convention CN

Le contexte

Le 24 janvier 2014, la rectrice, l'IA, l'AMF et le député signaient en grande pompe une convention pour l'aménagement du territoire en présence du ministre, d'une flopée d'élus, de proviseurs, de journalistes mais d'aucun collègue hormis les représentants que nous sommes.

Cette convention garantissait le gel des postes pour les 3 années suivantes, même dans le cadre d'une baisse du nombre d'élèves en échange d'une restructuration du tissu scolaire. Fort bien.

Cette convention le SNUipp15 l'a portée à bout de bras. Entre 2011 et 2013, malgré les combats menés, nous avons perdu 31 postes de PE en 3 cartes scolaires et la baisse de la démographie nous promettait une vingtaine de suppressions supplémentaires sur les 3 années suivantes. Il nous fallait impérativement agir et cette idée de moratoire nous est apparue comme étant la seule solution pour stopper l'hémorragie.

Les 3 années de convention

Année 1 et Année 2

Pas grand-chose si ce n'est une flopée de commissions et de groupes de travail où l'ensemble des acteurs partenaires de l'école sont conviés. Nous portons l'idée d'une charte de qualité des écoles et d'un label. Pour l'IA : on ne peut pas toucher à la carte scolaire les années d'élections locales et il faut laisser du temps aux commissions.

Année 3

Pas d'élection, l'ensemble des groupes de travail ont rendu leurs conclusions donc ... pas grand-chose.

Enfin si, une attaque en règle des écoles et des secteurs les plus fragiles :

- La DASEN refuse de donner des dérogations pour la scolarisation des enfants de moins de 5 ans en classe unique. Elle reçoit sur ce point le soutien du SE-UNSA qui demande

même à ce que les enfants déjà scolarisés soient changés d'école. Leur argument : ces élèves n'apprennent pas bien dans ces petites structures où l'enseignant est trop occupé avec les plus grands : « *Désolé ma petite, la DASEN pense que c'est mieux pour toi de faire une 1H de bus dans la neige matin et soir en compagnie des collégiens qui matent YouTube sur leur portable* ». Nous savons bien que fermer le robinet d'entrée des élèves c'est condamner une école à très court terme. La DASEN a fini par revenir sur cette décision face à nos arguments, mais sa volonté de faire disparaître les classes uniques reste affichée.

- Si le robinet d'arrivée reste ouvert la deuxième solution pour fermer les petites écoles consiste à fermer celui de sortie. Et pour cela une solution miracle : le RPI. Imposé, à marche forcée, au chantage : « *Vous n'êtes pas d'accord, je vous supprime un poste* » et comble du cynisme, une fois le RPI créé, fermeture du poste maintenue.
- Autre solution pour concentrer : faire faire le boulot par les élus, entre amis on peut bien se rendre service. Ainsi à Aurillac ce sont 2 écoles qui ferment, gain de locaux et de chauffage pour la mairie, gain de postes pour la DASEN.

Le constat

3 cartes scolaires après la signature, le constat est amer. La seule logique qui prévaut c'est celle de la concentration. Les écoles doivent grossir, comme des multinationales et la DASEN s'est lancée dans une politique de regroupement ou de fermeture des plus petites structures. Pour l'administration une bonne école c'est une grosse école et qu'importent les temps de trajet des élèves, l'absence de ramassage scolaire, l'anonymisation de l'élève...

Il n'est pas question pour nous d'opposer école rurale et école de ville, de dire que l'une est meilleure que l'autre mais ce que nous savons et qui est corroboré par les résultats des élèves cantaliens, c'est que la meilleure école c'est celle qui est à côté de chez soi.

Alors oui nous avons porté la convention, mais nous sommes restés fidèles à nos principes. Nous n'avons jamais cessé de réclamer le retour des postes supprimés depuis 10 ans, car nous ne sommes pas naïfs et nous ne l'avons jamais été. Nous avons bien vu le piège de cette convention qui aurait été de se satisfaire de cet aumône, de lâcher sur nos revendications. Mais nous n'oublions pas ... Nous n'avons pas oublié que depuis les années 2000, ce sont plus de 90 postes qui nous ont été supprimés pour des effectifs constants. Nous n'avons pas oublié

que nos RASED sont décimés : 2 maitres G pour l'ensemble du département, nous n'avons pas oublié que plus de 700 demi-journées d'absences n'ont pas été remplacées l'an dernier, nous n'avons pas oublié que faute de brigades, c'est l'ensemble de la formation continue et initiale qui est mise à mal ...

Non, nous n'oublions pas, mais nous sommes bien seuls à faire entendre notre voix. Au dernier CDEN, l'ensemble des partenaires s'est satisfait de cette convention : préfets et IA en tête, accompagnés des réformateurs de tous poils. Et quand nous avons rappelé nos revendications, nous nous sommes fait rabrouer comme des élèves qui n'auraient pas bien compris, nous, pauvres syndicalistes qui ne comprenons pas que le gouvernement fait déjà un effort considérable pour l'école, nous qui souhaitons laisser une dette abyssale à nos enfants ce qui nous a conduit à quitter le CDEN.

Car ne nous y trompons pas, la seule logique qui prévaut à l'IA est toujours la logique économique, la convention n'a rien changé à cela. Le gain de quelques postes est un bel écran de fumée pour continuer à baisser les coûts et qu'importe les personnels ou les élèves. Cette logique de concentration s'inscrit directement dans cette droite ligne : une plus grosse école c'est moins de brigades, moins de directeurs, moins de frais de déplacements ... Nous, nous savons que c'est moins de réussite pour nos élèves et c'est pourquoi nous continuons et nous continuerons à lutter contre ce modèle, convention ou pas.